

Les crédits

besoin; comprendre le problème qui se pose au pays au chapitre de la concurrence et dresser un plan pour le résoudre. C'est exactement de que nous faisons.

À mon avis, nous n'avons pas besoin d'une série de simples résolutions, si importantes qu'elles soient. Elles n'abordent pas les questions réelles et importantes de manière réfléchie et délibérée. C'est cela que nous devons faire ici, à la Chambre: savoir poser les bonnes questions pour obtenir les bonnes réponses.

M. John Manley (Ottawa-Sud): Madame la Présidente, les propos du ministre sur la motion me déconcertent un peu. Il dit que nous banalisons la question de la recherche et du développement.

M. Milliken: Ce sont les propres paroles du premier ministre.

M. Manley: Il a aussi dit que le gouvernement va voter contre la motion, conformément aux règles et traditions de la Chambre.

Je fais remarquer deux choses à ce propos. Premièrement, la motion reprend les paroles mêmes du premier ministre. Loin de banaliser ces questions, sur lesquelles nous sommes tous fondamentalement d'accord, nous espérons élever aujourd'hui le débat au-dessus des considérations partisans.

Le premier ministre a déclaré que la recherche et le développement sont importants comme moteur d'une économie et d'un pays prospères et que le Canada, je cite maintenant le texte de la motion:

... doit accroître son niveau de recherche et de développement pour favoriser sa croissance économique au sein d'une collectivité internationale de plus en plus concurrentielle.

La motion ne vise pas à résoudre tous les problèmes du pays. Elle vise à donner à tous les partis l'occasion de rappeler aux collègues et aux Canadiens l'extrême importance de la question.

Je renvoie le ministre à la motion de crédits que le député d'Oshawa a proposée, le 24 novembre 1989, et que le gouvernement a appuyée à l'unanimité.

Je suis étonné de voir que le ministre critique aujourd'hui une occasion de promouvoir des principes aussi importants et que son gouvernement ne profite pas de l'occasion pour dire qu'il reconnaît lui aussi l'importance

de ces principes, comme il l'avait fait en novembre dernier. Le gouvernement n'est pas tombé, et, en présentant sa motion, le chef de l'opposition n'a pas laissé entendre que le gouvernement tomberait.

Dans l'essentiel de son intervention, le ministre a fait grand cas de la contribution de l'État à la recherche et au développement et a soutenu que le problème était en réalité imputable au secteur privé.

Un certain nombre d'analyses révèlent que l'industrie finance moins de recherche et de développement au Canada que ce n'est le cas chez nos compétiteurs. Selon les chiffres de l'OCDE pour 1987, nous nous classions à cet égard derrière le Japon, l'Allemagne, la Suède, les États-Unis, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la France.

Je tiens à signaler au ministre que, selon la même source, nous arrivions en 1987 bien après les États-Unis, la France, les Pays-Bas, la Suède, l'Allemagne et le Royaume-Uni pour ce qui est du financement de la recherche et du développement par l'État. Le Canada n'affiche donc pas de résultats extraordinaires même à ce compte-là.

Je voudrais terminer en posant au ministre la question suivante: puisqu'il a critiqué une motion reprenant les paroles mêmes du premier ministre, voudrait-il maintenant dire à la Chambre et à la communauté scientifique si le gouvernement a abandonné le critère du pourcentage des dépenses brutes consacrées à la recherche et au développement par rapport au produit intérieur brut? A-t-il abandonné cet indicateur de la performance de la recherche et du développement au Canada et, ce faisant, a-t-il abandonné l'objectif de 2,5 p. 100 fixé par le premier ministre en faveur d'autres critères? Dans l'affirmative, quels sont-ils?

M. Winegard: Madame la Présidente, je crois que le ratio du produit intérieur brut n'est qu'une des données à prendre en considération. Le gouvernement ferait une grave erreur s'il ne se fondait que sur celle-là pour juger de la compétitivité du Canada et des moyens à prendre pour le rendre concurrentiel, au besoin.

Le gouvernement analyse une foule de chiffres qui, espère-t-il, lui donneront une bonne idée de ce qui doit être fait dans le secteur industriel pour accroître la compétitivité du Canada.